

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19202 - 74ÈME ANNÉE

De 2018 à 2019

Renforcer le mouvement social pour construire La Réunion



L'année 2018 a été marquée à La Réunion par le renforcement du mouvement social. Les syndicats et les organisations progressistes ne sont plus seules à mener le combat, elles ont été rejointes dans la lutte par un mouvement social inédit, déclenché par l'importation à La Réunion du phénomène des gilets jaunes, et qui a permis aux différentes couches de la société de se parler, de se connaître et

d'agir ensemble. Eu égard à l'ampleur des revendications et aux faibles gains pour le moment obtenus, cette mobilisation ne pourra que s'amplifier.

Les Réunionnais sont toujours un peuple profondément révolté par les injustices, c'est ce qui reste un des principaux enseignements de l'année 2018 qui se termine. La poli-

tique d'Emmanuel Macron alliée à celle de la Région Réunion de Didier Robert ont en effet été la cause d'un mouvement social qualifié par les observateurs comme sans précédent depuis l'abolition du statut colonial de La Réunion en 1946.

Cette référence est en effet importante. La fin de la colonie de La Réunion s'est faite à la suite du rassemblement de plusieurs

classes sociales autour d'un objectif commun : mettre fin à la misère qui faisait de La Réunion un des pays où le taux de mortalité était parmi les plus élevés au monde. Les changements opérés au cours des années 1930 en France sous l'impulsion du Front populaire ont inspiré les progressistes réunionnais. Dans notre île, le mouvement social de l'époque s'est fait autour des syndicats, principalement cégétistes, qui ont structuré leur action sur le plan politique en créant le Comité républicain d'action démocratique et sociale (CRADS). Ce front de libération a réussi à tenir l'objectif fixé : faire abolir le statut colonial pour que s'applique notamment la Sécurité sociale. Les Réunionnais ont ainsi arraché grâce à la lutte le droit de pouvoir se soigner sans hypothéquer leurs biens. Ce fut le point de départ d'une autre lutte, celle de l'égalité, afin que la seconde partie de la loi votée le 19 mars 1946 soit appliquée, c'est-à-dire l'extension à La Réunion de la totalité des conquêtes sociales existantes ou à venir en France.

La Réunion pas développée

Au lieu de soutenir l'égalité et d'accompagner les Réunionnais dans le développement de leur pays, les gouvernements français ont préféré maintenir l'île dans le non-développement. Pendant les Trente Glorieuses, La Réunion était un réservoir de main-d'œuvre bon marché pour l'industrie et les services de la France. Pour mener à bien cette politique, Paris a divisé le mouvement social victorieux en 1946 en créant de toutes pièces une nouvelle classe qui a comme spécificité celle d'avoir un supplément de revenu pour acheter la vie chère. Cela lui donna les moyens d'acquérir des produits importés d'Europe et donc de faire du modèle occidental la référence en termes de consommation. Le

résultat de cette politique est la situation sociale actuelle, qualifiée de hors-norme par le Conseil général et l'INSEE en 2013 lors de la publication d'une étude dans le cadre de la visite à La Réunion du Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté.

Mais pour la majorité de la population, pas de prime de vie chère et, en raison du refus de développer La Réunion, pas d'emploi non plus. Les conditions d'une explosion sociale sont donc réunies, et la politique d'austérité menée depuis 2008 par Paris a fragilisé la digue que constitue l'aide sociale.

L'impact du numérique

La décision de la Région Réunion d'augmenter la taxe sur les carburants alors que rien ne l'y obligeait a été le détonateur. Son président, Didier Robert, est devenu le symbole d'une certaine classe politique rejetée par la population en raison de son inefficacité.

En France la même décision sur le prix des carburants était à l'œuvre pour le déclenchement du mouvement des gilets jaunes. L'importation de ce phénomène était donc très facile à La Réunion. Et c'est cette raison qui explique le mouvement social de grande ampleur démarré le 17 novembre dernier.

Cette mobilisation a libéré la parole de Réunionnais opprimés par le système. Des voix ont réussi à dépasser les tentatives de récupération menées par l'ancien monde attaché à un système à bout de souffle. Elles demandent la remise à plat, la transparence dans les décisions et le droit à prendre des responsabilités dans les choix qui engagent l'avenir de La Réunion. Ce mouvement construit son savoir sans passer par les médias traditionnels. Il a réussi à intégrer les apports des nouvelles technologies de communication pour s'informer et s'organiser. Il a créé sur les barrages des espaces d'échanges inédits permettant à des Réunionnais issus de dif-

férentes générations et classes sociales de se parler, de partager leurs préoccupations et leurs espoirs.

2019 année de la responsabilité

Les réponses concrètes du pouvoir ont été bien en deçà des revendications. Aussi, toutes les raisons à l'origine de la crise sociale à La Réunion ne sont toujours pas traitées. C'est pourquoi les conditions sont réunies pour que le mouvement continue et s'amplifie.

Cette mobilisation coïncide avec les célébrations du 60e anniversaire du Parti communiste réunionnais. Les revendications de responsabilité soulignent combien les idées communistes ont réussi à imprégner la société. Se revendiquer du peuple réunionnais est pour beaucoup une fierté, et c'est précisément ce droit d'être un peuple pour lequel se bat le PCR depuis sa fondation en 1959, en pleine période de répression.

Pour transformer le mouvement en avancées politiques, le PCR propose la convocation d'une Conférence territoriale élargie afin que toutes les forces vives puissent s'y exprimer et travailler ensemble à la construction d'une nouvelle Réunion. Cette solution de responsabilité rencontre toujours plus d'échos. Gageons qu'elle soit un des temps forts de l'année qui vient, et que 2019 soit l'année de la responsabilité.

M.M.

Edito

Où la Région Réunion trouvera-t-elle 300 millions d'euros ?

La préfecture de La Réunion a publié hier les nouveaux prix maximum des carburants qui s'appliqueront à partir de demain. Le sans-plomb baissera de 10 centimes par litre pour arriver à 1,33 euro. Le diesel connaîtra une diminution de prix encore plus importante : 15 centimes de moins par litre soit 1,06 euro. Comme ces prix maximum sont les prix pratiqués dans la totalité des stations services, ce sera donc une baisse générale des prix des carburants.

Il est tout d'abord important de rappeler que la totalité des marchandises à La Réunion sont transportées depuis le quai du Port ou l'aéroport par des véhicules qui fonctionnent avec des carburants. Il est donc essentiel que la baisse des prix des carburants soit répercutée dans celle du prix final des produits payés par les consommateurs. Si ce n'était pas le cas, alors cela voudrait dire qu'un acteur de la chaîne ne jouerait pas le jeu. Souhaitons que le mouvement des gilets jaunes ait pu modérer les appétits de prise de profit sur le dos d'une population dont plus de 40 % vit sous le seuil de pauvreté.

La seconde remarque porte sur les raisons de cette baisse. Il est d'une part liée à celle du coût de la matière première, mais aussi fait suite à la décision de la Région Réunion de ramener la fiscalité des carburants au niveau où elle était quand Paul Vergès était président de cette collectivité. C'est une victoire du mouvement social. La majorité de Didier Robert comptait sur cette ponction dans la poche des automobilistes pour trouver 300 millions d'euros sur plusieurs années. Faire croire que cet argent était destiné à financer la transition écologique est une fable. Il n'y a qu'à voir en France, où la hausse de la fiscalité des carburants était destinée à compenser la baisse des recettes entraînées par les cadeaux fiscaux faits aux plus riches.

La Région Réunion est confrontée à un grave problème. Elle a entraîné l'État dans un chantier pharaonique dont le coût et la date d'achèvement sont inconnus. En effet, la réalisation de la route en mer a été lancée sans que les matériaux disponibles n'existent à La Réunion. C'est également le projet d'aménagement le plus contesté de l'histoire de La Réunion. C'est en effet lui qui est à l'origine des plus grandes manifestations pour la défense de l'environnement jamais organisées dans notre île. Une chose est sûre, il faudra bien que la Région Réunion trouve quelque part ces 300 millions d'euros, car son budget est plombé par la route en mer.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Passerelle entre liberté et enfermement

À l'initiative de « Prends un asseoir » : Noël solidaire



L'édition 2018 de la traditionnelle opération de « Noël Solidaire » lancée par l'Association « Prends un asseoir », présidée par Guy Zitte, aura permis de consolider la passerelle jetée par l'Association depuis sa création entre ces deux univers : le monde carcéral et celui de la Liberté. Par ailleurs, elle aura également permis de donner encore plus du sens et de corps au Vivre Ensemble en permettant à des jeunes lycéens de concrétiser leur projet d'école à l'occasion de cet événement donné en partage à l'ensemble des familles et des enfants des personnes détenues au Centre Pénitentiaire de Saint-Denis. Retour en récit et en images sur cette lumineuse journée axée sur l'humain, le respect de sa dignité et l'amour de l'autre. De manière inconditionnelle.

L'édition 2018 de l'opération « Noël Solidaire » lancée par l'Association « Prends un asseoir », présidée

par Guy Zitte, dans le cadre d'un partenariat avec le Lion's Club de l'Est a enregistré un franc succès sur toute la ligne .

Cet événement a permis aux familles de personnes détenues au Centre Pénitentiaire de Saint-Denis de vivre elles aussi cette fête dans la joie, même si l'émotion de savoir leurs proches tellement proches et, en même temps, si éloignées d'elles était palpable.

La chorale Manasse de Basse Vallée a assuré l'animation musicale tandis que des jeunes issus du lycée Marie Curie de Sainte-Anne ont fait rythmer cette journée sur les airs de la Solidarité :

« Dans le cadre de nos études, on devait avoir un projet lié au Social en respectant deux critères : analyse et conception. Nous en avons donc monté un qui correspond au thème de Noël avec des ateliers de maquillage, coloriage, peinture, confection de sapin... », nous a déclaré Corenthy Rahima, l'une des élèves qui, à l'unisson de ses camarades, confiait sa joie « de pouvoir consacrer une jour-

née à tous ces enfants et à leurs familles ».

Au local de l'Association, la joie était en effet sur tous les visages, même si, bien évidemment, les sourires ne s'affichaient plus comme avant. La mine contemplative, certaines mamans suivaient le travail de leurs enfants tandis que d'autres avaient opté pour la surprise en choisissant d'attendre le retour des marmailles à l'intérieur pour découvrir enfin leurs œuvres.

La joyeuse ambiance était de mise dès l'entrée avec la dynamique équipe du Club de l'Est Albuis : Christian Martin, Annie Darencourt, Annick et Gilles Boucher, se sont fait un plaisir de remettre leurs présents aux enfants qui par ailleurs ont posé avec joie avec un Père Noël particulièrement dévoué en ce jour. Entre deux parloirs, le Père Noël avait revêtu sa casquette de Chef d'orchestre de la Chorale Manasse, se transformant également en cavalier servant de toutes celles désirant faire quelques pas de danse sur la piste du local.

L'édition 2018 de cette action inscrite depuis sa création par l'Association « Prends un asseoir » aura véritablement constitué une nouvelle brèche dans le mur de l'indifférence et de l'intolérance entre le monde du DEOR et celui du « ANN DAN », consolidant ainsi la passerelle jetée entre ces deux univers notamment par l'Association. Une passerelle à renforcer au fil des jours et années nouveaux, histoire de donner sans cesse au Monde des expressions de l'Humanité dans toute sa splendeur !

L'émigré mon semblable

Quelques dizaines de personnes originaires du Sri Lanka ont mis à nouveau en ébullition La Réunion. Depuis leur arrivée, un flot continu de commentaires contradictoires se déverse. Car en démocratie, la liberté est assurée à chacun d'énoncer ses idées, de défendre son point de vue, de faire valoir ses opinions. Sauf que cette liberté a une finalité. Elle vise à s'accorder sur la manière de conduire notre destinée commune. Il convient donc de canaliser les prises de parole des uns et des autres sur des questions précises. Et les réponses que chacun est en droit de donner ont aussi à se référer aux grands principes qui déjà nous gouvernent. Des principes non pas imposés mais qui sont l'héritage des générations précédentes, ce sur quoi ceux qui ont vécu avant nous se sont mis d'accord pour garantir une vie sociale paisible dans laquelle chaque personne est respectée et où la justice est au mieux appliquée. Parmi ces repères fondamentaux, nous venons d'en célébrer deux. Le 10 décembre 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée à Paris par les 58 Etats qui étaient alors membres des Nations Unies. Il y a exactement 70 ans, soit 100 ans

après l'abolition de l'esclavage par la France. Nous sommes donc, nous Français, héritiers de cette succession d'initiatives, depuis au moins 170 ans, pour défendre le respect de la dignité inaliénable de toute personne. Une dignité qu'aucune discrimination ne peut altérer car elle n'est conditionnée ni par l'origine de la personne, ni par sa culture, sa langue, sa religion et ses opinions. C'est le socle de notre pacte social français.

Sur ce fondement, le débat démocratique ne peut s'éparpiller dans tous les sens. Il doit porter sur des questions centrales : Que voulons-nous faire ensemble ? Dans quelle société voulons-nous vivre ? Quelles sont les valeurs avec lesquelles nous ne pouvons pas transiger car elles sont le socle de notre identité personnelle et collective ? La trilogie républicaine – liberté, égalité, fraternité – les représente-elle encore ?

Une soixantaine de personnes originaires du Sri Lanka nous renvoient à ces questions essentielles. Avant de répondre trop vite, revoilà ces images de milliers d'immigrés d'Amérique latine en train de marcher vers l'eldorado américain... Qu'est-ce qu'un mur

face à la détermination de l'humanité ? Toute réflexion ne peut donc se limiter aux contours d'un territoire, fût-il celui de la 1ère puissance mondiale. Car le monde, depuis longtemps déjà, est un seul village. Globalisation et mondialisation ont précipité le vivre ensemble à l'échelle de la planète. Plutôt que de le subir, nous pouvons décider de l'orienter, de lui donner une direction qui donne du sens à nos existences. C'est un chantier immense ouvert devant nous. C'est un défi à relever capable de donner de l'enthousiasme et de l'envie d'agir à la jeunesse, elle qui symbolise notre avenir. Forts de l'histoire du peuplement de leur île, les Réunionnais ont un message de confiance et non de peur à adresser à l'ensemble du monde.

Stéphane Nicaise, sj

In kozman pou la rout

« Dann tan lontan, l'avé plis l'avnir ké koméla »

Dann pasé, l'avé plis fitir ké zordi ! Ala in kozman moin la lir yèr matin é mi pé dir azot, moin la pass in mové zourné. Pou kosa d'aprè zot ? Si ni konpran l'avnir konm sète inn pèrsonne l'avnir sé d'aprann in métyé é sirtou gingn travaye dodan, sé gingn son pourkoi, fonn inn famiy, épi mène son pti vi trankilos. Lé vré kékshoz konmsa lé fine rar zordi é domin lé riskab ète ankor pli rar konm korn lapin... Astèr, si ni konpran l'avnir konm sète l'imanité ni pé pa z'ète kèr klèr pou in kékshoz konmsa. Avèk tout déga l'aprè fé dsi l'anvironeman, tout kataklis natirèl lé anonsé, ni pé dir l'avnir l'imanité lé dann danzé. Mé zot va dir amoin, i rès amoin dé zour pou pass dsi la tèr é ala ké moin l'aprè inkyète amoin pou kékshoz i konsèrn pi amoin pou vréman. Poitan, mèm si mi koné mi sava pa rès la pou lo grin, i inkyète amoin kant mèm ! Zot non ? Poitan la solidarité imène la pa in sasé vid sa ! Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Otè

Bone ané 2019 pou zot tout épi pou z'ot famiy

L'ané 2018 apré lav son pyé. L'ané 2019 déza l'après point son bout né. L'èrla ni di l'ané 2018 lété pa tro in bone ané. Lé vré, oplis ou i avans an az, oplis lé konmsa. La maladi, la fatig, défoi la tristèss, épi la lasitid par kote ané pou ané, moi pou moi, somenn pou somenn, zour pou zour. Alor, lé forsé, ou i pans lo zour ou sar blizé lèw lo pyé. Ou i vé, ou i vé pa mé sar konmsa.

Mé la pa arienk in késtyonn laz. In fidèl obsèrvatèr la sityasyon isi dann nout péi, i pé pa fé in n'ot afèr ké rann ali kont par li mèm la sityasion nout péi épi son bann zabitan i aranzpa pou vréman. Bann voiyen sak lé o rouz, néna tandans a vir dann vyolé. Lo bann voiyen lé o vèr néna tandans a kligonté avèk la fason Macron la mal azi par raport anou - Lé vré Holland osi té fine in pémal fèr -mé lo dèrnyé prézidan la tonm dsi nou konm la pèst é nou la santi doulèr. Zordi nou lé fashé avèk li é ni sava pa rékonsilyé. Kroï amoin zot !

Mé sa i doi pa anpèsh amoin souète azot in bone ané : a zot bann plantèr, azot bann diplomé, azot bann zouvriyé d'talan, azot bann zartis, bann zékrivin, azot bann z'asosyasion, azot la zènès, azot ankor bann marmaye, azot lé kapab mète La Rényon anlèr. Zot bann z'ansien k'i yèm nout péi pliské n'inport lokèl, azot mi konsidèr konm patriyot rényoné, konm amouré par raport nout péi.

Azot mi di, nout péi La Rényon néna moiyn pou ansort ali é li doi ansort ali. Donk pou l'ané 2019, mi souète azot in bone ané dan la lite pou ansort anou, pou nou sort dann fénoir épi alé dann féklèr. Nou lé kapab ! Ni pé ! Nou va gingn fèr si ni done anou lo bann moiyn k'i fo. Bone ané nout tout ! Bone ané zot tout é bone ané pou z'ot famiy !

Justin